Dynamiques environnementales

Journal international de géosciences et de l'environnement

41 | 2018

La science aux sommets

Chapitre 3 - Quelques remarques sur l'évolution de l'alpinisme

Jacques Malbos

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/dynenviron/1584>

DOI : 10.4000/dynenviron.1584

ISSN : 2534-4358

Éditeur

Presses universitaires de Bordeaux

Édition imprimée

Date de publication : 1 juin 2018

Pagination : 294-299

ISSN : 1968-469X

Référence électronique

Jacques Malbos, « Chapitre 3 - Quelques remarques sur l'évolution de l'alpinisme », *Dynamiques environnementales* [En ligne], 41 | 2018, mis en ligne le 01 juin 2019, consulté le 08 avril 2021. URL : <http://journals.openedition.org/dynenviron/1584> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/dynenviron.1584>

La revue *Dynamiques environnementales* est mise à disposition selon les termes de la Licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 4.0 International.

Quelques remarques sur l'évolution de l'alpinisme

L'effacement qui succède à l'engagement du Comité Scientifique en faveur d'un échelon scientifique aux expéditions de 1954-1955 au Makalu est-il si surprenant ? Beaucoup moins, si dépassant le niveau descriptif, nous raisonnons en termes de processus. La *Commission de Topographie* (1903-1914) a consacré le Club Alpin maître d'œuvre. Le programme consacré à la Mer de Glace, qui couvre les années 1953-1959, puis les travaux de l'échelon scientifique au Makalu en 1954-1955 et au Jannu en 1959-1962, ont en commun d'instituer la *Commission des Travaux Scientifiques* dans un rôle d'interface entre chercheurs et alpinistes et entre le public et le privé. Un repositionnement de cette nature ne va pas sans poser quelques problèmes ! Pour comprendre la situation qui se noue et ses conséquences, il nous faut reprendre la suite des événements précités et les situer dans le contexte du moment.

Le saut d'Almer, à la descente de la première ascension de la Barre des Écrins, 1864 (Crédits à Edward Whymper / Wikimedia Commons, licence CC 0.0-Domaine public).

Quand le fait devance l'évolution des mentalités : analyse d'une crise larvée

Faisons un bref état des lieux. La maîtrise des travaux engagés, initialement apaisée de la *Commission Scientifique*, se déplace en direction des pôles techniques détenteurs des compétences et des moyens appropriés. Deux exemples en témoignent. Le premier est représenté par la campagne de mesures sur la Mer de Glace entre 1951 et 1958. Alors que le projet d'origine plaçait le programme de recherche sous l'autorité de la Commission, les travaux sur le terrain vont modifier la donne. R. Millecamps et le Laboratoire de Glaciologie du Collège de France détiennent l'accès à une instrumentation de pointe. De ce fait ils disposent d'un pouvoir, informel mais déterminant, sur les orientations des travaux.

Le second exemple est représenté par un nouvel échelon scientifique au Makalu en 1954 et 1955. L'abbé Bordet assume d'emblée le rôle de directeur de recherche. Il assure la transition qui conduit de la phase d'exploration (1954), à la définition et la

mise en œuvre d'un programme de travaux dont l'expédition de 1955 sera tout à la fois l'aboutissement et la projection sur un futur. Les missions suivantes seront organisées par le CNRS.

Les expéditions au Jannu de 1959 et 1962 pour leur part révèlent et situent un moment charnière. Aux improvisations des précurseurs succède un retour à une forme de normalisation tant dans les conditions d'organisation des expéditions que dans la conduite des opérations sur le terrain. Au cours des années soixante, la politique d'ouverture pratiquée par le Népal a assoupli les contraintes administratives et logistiques. Une organisation au niveau local s'esquisse (porteurs, ravitaillement et hébergement, voies d'accès) facilitant des projets dotés de moyens plus modestes et conçus hors des grandes institutions. La conception des expéditions évolue. Aux expéditions lourdes, mettant en œuvre des moyens importants, s'adjoignent des dispositifs plus réduits mais dotés d'une plus grande réactivité. L'himalayisme s'ouvre à un plus grand nombre.

La relation alpinistes-scientifiques change de nature. Retombée indirecte de l'intérêt suscité par les exploits réalisés en Himalaya, les instances décisionnelles deviennent plus réceptives aux projets et à leurs financements. L'expérience acquise met les équipes de recherche plus à même de prendre en charge l'organisation et la conduite de l'action dans les conditions particulières de la haute montagne. Aussi, l'objectif d'unir les forces par le biais d'expédition mixtes alpinistes/chercheurs perd de son utilité. Pour les premiers, il s'agit de valoriser leurs entreprises par le statut de la recherche, pour les seconds de bénéficier de la logistique et de la pratique des alpinistes.

La création de la RCP Népal (Recherche Coopérative sur Programme, CNRS) s'inscrit dans ce contexte. Michel Colchen géologue, chercheur au CNRS, et ancien directeur du Greco-Himalaya Karakorum (Groupe de Recherches Coordonnées), au cours d'un exposé consacré à la *Recherche scientifique de la France au Népal* (Conférence France-Népal au Sénat, 27 novembre 2012), évoque cette période et ce faisant, renvoie en miroir l'image mémorisée par la partie scientifique :

« Menées tout d'abord dans le cadre des expéditions d'altitude (Annapurna 1950, puis du Makalu en 1954), ces recherches se sont depuis développées et intensifiées avec le soutien du Centre National de la Recherche Scientifique (CNRS). Ainsi se sont succédé plusieurs équipes de chercheurs en sciences humaines, en sciences de la vie et en sciences de la terre, regroupées au sein de la RCP Népal, puis du Greco Himalaya-Karakorum ».

À l'esprit d'entreprise des années cinquante succède un repli sur le formalisme administratif

Le *Comité Scientifique* n'échappe pas à ce recentrage. Lucien Devies et Paul Fallot ont conçu des projets et des modalités de mise en œuvre qui positionnent l'association et sa *Commission Scientifique* en tant que partie d'un ensemble qui va bien au-delà du Club Alpin. Le positionnement particulier du Collège de France a facilité le caractère transversal qui caractérise les projets élaborés en commun par Lucien Devies et Paul Fallot. Tous deux ont été initiateurs et architectes de projets novateurs fondés sur les synergies du travail en partenariat. Mais l'écart entre la mutation opérée dans les faits et l'évolution des esprits n'a pas permis, la phase initiale étant arrivée à terme, que le successeur de P. Fallot soit à même de doter la Commission d'une impulsion nouvelle.

Le géologue Louis Glangeaud, professeur à la Faculté des Sciences de Paris, s'inscrit dans une mouvance plus sectorielle. L'espace de compatibilité entre les protagonistes, chercheurs et alpinistes, s'en trouve réduit. Les tentatives de repositionnement dans les domaines de la physiologie, de la botanique, de l'aérologie s'étant avérées inaptes à créer l'effet dynamique escompté, les rapports entre scientifiques et la direction du Club se distendent. En l'absence de projet mobilisateur, le formalisme administratif n'est-il pas enclin à prendre sa revanche sur le politique au détriment de l'imagination créatrice ? À l'énoncé des faits s'ajoute le ressenti.

En effet, au regard des évolutions précitées, si la FFM et le C.A.F. patronnent missions et publications, ils sont de moins en moins « figure de proue » en matière de recherche. La répartition des rôles est alors vécue comme limitée à un « appoint logistique », ce qui suscite au sein des instances de direction du C.A.F., et probablement, dans une moindre mesure, de la FFM, un sentiment de dépossession. S'ouvre le temps des réévaluations : les uns craignent d'être instrumentalisés, les autres, fautes de retombées ou perspectives, se désintéressent. La suite est quasiment prédéterminée ; durant l'Assemblée Générale de 1964 (exercice 1963), le Président Devies « constatant qu'aucun rapporteur n'est présent concernant la Spéléologie et le Comité Scientifique, retire ces deux points de l'ordre du jour ». En avril 1965, le Comité de Direction note une fois de plus « l'absence complète d'informations sur l'activité du Comité Scientifique et souhaite qu'il soit possible au Président Letort de prendre contact avec le Professeur Glangeaud, pour examiner dans quelles conditions l'animation du Comité Scientifique peut être assurée ».

En décembre de cette même année, le Comité de Direction « est amené à constater en particulier que la forme actuelle du Comité Scientifique ne paraît plus correspondre à la composition et à l'action du C.A... [et] décide la dissolution du Comité Scientifique et charge le Président Letort de constituer un groupe qui étudiera sa réorganisation sous une formule adaptée aux conditions nouvelles ».

La mission confiée à Yves Letort sur l'opportunité et les conditions d'une relance des activités scientifiques du Club Alpin s'inscrit dans la suite du processus engagé : il s'agit d'une décision interne au C.A.F. et traitée en interne. A *contrario* la fonction d'interface suppose la présence des parties concernées. La constitution d'un noyau porteur (les passeurs) constitue un préalable. En conclusion, le principal partenaire ainsi que le noyau porteur sont absents. Inscrite dans un cadre dépourvu d'objectifs mobilisateurs, et faute d'un plan d'action, la reconstitution de la Commission est à plusieurs reprises annoncée, puis remise en chantier (1966-1976). En dépit des avatars ou obstacles qui jalonnent cette période, l'existence d'une forte tradition permet au Club Alpin de sauvegarder les bases de l'investissement (cf. Conclusion).

Les oublis, miroir par défaut !

En 1974, à l'occasion du Centenaire du Club Alpin Français, grand-messe où l'omission s'avère plus riche en information que le contenu du rituel, « *La Montagne et Alpinisme* » publie un numéro spécial commémoratif. Une quarantaine de pages sont consacrées à l'évocation des grandes réalisations du Club Alpin. Dans l'ordre d'exposition : Les refuges, l'enseignement alpin, le C.A.F. et les risques, les grandes pages de l'alpinisme, le ski au Club Alpin, la randonnée en montagne, la protection de la mon-

tagne, la création du Parc Naturel des Écrins, les insignes du Club.

Cette fresque historique, introduite par un éditorial du Président du Club Alpin, révèle une omission pour le moins surprenante. Le numéro spécial du Centenaire ne comporte aucun article consacré à l'engagement scientifique de l'association. Tout un pan de l'histoire du Club Alpin, et pas des moins prestigieux, passe à la trappe !

Autre surprise, dans la foulée des manifestations un logo présentant trois triangles encastrés suivis de l'intitulé du Club se substitue discrètement à l'insigne officiel du C.A.F. Certes le mo-

dernisme a ses exigences, mais faut-il consacrer la banalisation au détriment des symboles ? D'autant plus que la médaille gravée à l'occasion des manifestations du Centenaire reprend, dans un graphisme stylisé, esthétiquement réussi, le figuré de l'insigne traditionnel.

Dans un même esprit, la devise « *Pour la Patrie par la Montagne* », devenue réductrice car trop datée, discrètement escamotée, pouvait être facilement actualisée par une formulation plus ouverte comme « *Pour et par la Montagne* ». Ces faits, sur le moment passés inaperçus, auraient-ils valeurs de signes annonciateurs d'une identité devenue pesante, voire de futurs renoncements ?

*Les lacs de Gokyo (4 700-5 000 m),
situés dans le parc national de Sagamar-
tha au Népal, sont parmi les plus élevés
du monde (cliché : Michel Douat).*